

Perspectives pour la Syrie

LE RÉGIME DE BACHAR EL-ASSAD VA-T-IL TOMBER ?

PAR OLIVIER MARTY ^I

Voilà presque un an qu'a commencé la révolte populaire en Syrie, suivant le vent d'espoir porté par les « printemps arabes » en Égypte, en Tunisie et en Libye. Mais le pouvoir syrien est plus coriace que ses homologues nord-africains, et fort d'une armée et de services encore loyaux au président Bachar el-Assad, il réprime dans le sang les manifestations régulières des opposants réclamant un changement de régime. La communauté internationale, y compris la Ligue arabe, tente depuis plusieurs mois de faire pression sur Bachar el-Assad pour que cesse cette répression et que l'étau se desserre autour des revendications populaires ; en vain. Dans ce contexte, quelles peuvent être les perspectives pour ce pays dont le rôle et l'influence demeurent centrales au Moyen-Orient ?

Olivier Marty se penche sur la question, rappelant dans un premier temps les caractéristiques du régime en place : héritage d'Hafez el-Assad, tentatives de modernisation interne, épuisement des marges de manœuvre et asphyxie sociale sur fond de renforcement des tensions communautaires... Il montre ensuite l'évolution du positionnement international de la Syrie et de ses alliances, et son rôle toujours incontournable dans cette région très agitée du Moyen-Orient. Olivier Marty esquisse enfin quels pourraient être les scénarios d'une sortie de crise dans ce pays, tablant plus sur un pourrissement de la situation (en raison notamment des difficultés qu'il y aurait, pour la communauté internationale, à y intervenir militairement) avec renforcement des sanctions financières et soutien politique aux oppo-

1. Chef de la recherche de *Unquote*, titre de presse britannique couvrant les marchés européens de capital-investissement. L'auteur s'exprime ici à titre personnel et la rédaction de cet article a été achevée le 28 décembre 2011.

sants — il précise à cet égard le rôle des différents États parties prenantes dans la gestion de cette crise : Turquie, Russie, Europe, États-Unis, etc. Et si, comme le suggère cet article, il y a encore de forts risques d'enlisement, espérons pour les civils syriens que cela ne vaille qu'à court terme. S.D. ■

L'insurrection populaire qui a débuté en Syrie le 15 mars 2011, et continue d'être brutalement réprimée depuis, touche un pays aussi méconnu que stratégique au Proche et au Moyen-Orient. La communauté internationale impuissante tente toujours de donner l'impression d'agir, en réponse à des opinions publiques occidentales déconcentrées face à un drame révélant à nouveau les spécificités du grand mouvement démocratique du monde arabe. Partant, l'inefficacité des réactions et décisions exprimées conduit à s'interroger sur le déroulé d'une crise dont les conséquences sont lourdes pour le devenir de la région. Quelles sont les racines et les clefs de compréhension de la révolte syrienne, et comment pouvons-nous l'appréhender ?

Répondre à cette question incite à pousser les feux de l'analyse sur les caractéristiques du régime ainsi que sur les particularités de son positionnement international. Sur le plan intérieur, les ramifications d'un pouvoir s'étant progressivement replié sur lui-même suite à la faillite de sa gouvernance et de ses politiques, permettent de comprendre les ressorts de la révolte. Au plan diplomatique, le rôle de la Syrie dans la région et les alliances qu'elle a nouées avec les principales puissances émergentes, expliquent qu'il soit difficile de faire peser sur le régime autre chose que des pressions

déclaratives et des sanctions encore limitées. Mais au-delà, l'évolution des événements et l'anticipation du jeu des parties impliquées au Moyen-Orient invitent également à esquisser des scénarios de fin de crise et d'appréhension du pays à moyen terme.

Cet article, empruntant aux méthodologies de l'essai et de l'exercice de conjoncture politique internationale, est structuré en trois parties. Les insoutenables tentatives de modernisation du régime l'ayant conduit à l'enlisement actuel seront expliquées dans un premier temps. La deuxième partie révélera que le mélange de continuité et d'innovation de sa politique étrangère lui permet encore, malgré les revirements russe et turc récents, de poursuivre son action dans l'impunité. Le troisième temps passera en revue un scénario d'évolution du conflit et les tactiques des puissances concernées. Enfin, nous conclurons en confirmant que l'hypothèse d'un « pourrissement » de la situation est malheureusement encore valide.

Caractéristiques du régime syrien

Homme jeune arrivant au pouvoir de façon inattendue, en juin 2000, Bachar el-Assad doit affirmer son autorité. Il fait face à des

institutions et des hommes défendant des intérêts établis, dans une structure étatique avalisant un pouvoir fort et neutralisant les conflits.

D'Hafez à Bachar

Affable et glaçant, cultivant les ambivalences de posture et de ton, Hafez el-Assad régna d'une main de fer sur la Syrie de 1970 à juin 2000. Le parti Baas au pouvoir depuis son coup d'État de 1966 est tôt en proie à des divisions internes, issues de la défaite de 1967 et de l'intervention avortée de l'armée lors de « Septembre noir ² ». Ciblée par le président el-Atassi et le secrétaire général du parti, Salah Jedid, pour son influence et sa ligne pragmatique, le jeune ministre de la Défense les renverse tous deux en novembre 1970. Il entreprend alors la construction d'un nouveau régime mêlant « légalité institutionnelle et état d'exception ³ », en plaçant en son cœur la minorité alaouite et en diluant autour d'elle sa base politique.

Plus qu'une simple dictature militaire, le régime puise d'abord dans l'armée sa stabilité. L'institution, purgée dès 1967, se caractérise par un système efficace de « surveillance croisée » taisant les rivalités communautaires et régionales ⁴.

Inspiré du modèle des démocraties populaires, le Baas instaure de son côté un contrôle total du pays et de l'administration, en relayant le culte du président, et offre des opportunités de mobilité sociale sur fond de rivalités rurales et urbaines. Les communautés et régions sont représentées inégalement dans l'administration et le Front national progressiste (FNP) met en musique un simulacre démocratique. Le puissant réseau des Moukhabarat (services de renseignement), enfin, renforce les mailles du régime.

C'est devant un parti plus solidement rallié à son père à partir de 1985 ⁵ que Bachar se présentera à l'été 2000. La succession préparée, puis verrouillée depuis quatre ou cinq ans ⁶, débouche toutefois sur un manque d'autorité du jeune président. Les tentatives de modernisation idéologique et de reprise en main d'un parti qui n'avalise plus la parole présidentielle et affiche les dissensions du régime, échoueront lors du 10^e congrès de 2005. Bachar sera alors contraint de laisser le Baas au cœur du système mais organisera sa soumission nouvelle. Il opérera par ailleurs une recomposition du FNP qu'il enrobera de rhétoriques nationalistes pour éviter les revendications communautaires.

2. La Syrie décide de réagir, fin septembre 1970, au massacre des Palestiniens en Jordanie en envoyant des blindés à la frontière. Le roi Hussein appelle à l'aide. Israël simule des attaques aériennes poussant les chars syriens au retrait.

3. DONATI Caroline, *L'Exception syrienne. Entre modernisation et résistance*, Paris : La Découverte (Cahiers libres), 2009.

4. L'armée reste majoritairement sunnite, mais les officiers les plus gradés sont surveillés par des subordonnés alaouites chargés de filtrer les ordres et d'établir des rapports secrets. Hafez el-Assad procédera de la même façon au sein du Baas, entre ses structures régionales et centrales.

5. Hafez fait l'objet en 1984 d'une tentative de *putsch* dans laquelle est impliquée son fils Rifa't. Il s'en suivra un renforcement du pouvoir autoritaire.

6. Bachar prendra la place de son frère aîné, Bassel, mort en 1994, après avoir fait ses armes au Liban et acquis des références occidentales à Londres.

Les mêmes difficultés se présenteront au nouvel homme fort face à l'armée et aux services de renseignement ⁷. Ces derniers avaient progressivement englobé des domaines réservés de la présidence, mais au détriment de leur propre unité. Ce n'est qu'en 2005-2006 que le président opérera une reprise en main de l'appareil sécuritaire en y plaçant ses fidèles et en veillant à l'entrée des services au sein des structures régionales du parti. Ce « coup double » sera réalisé alors que l'afflux massif de réfugiés irakiens perturbe la communauté sécuritaire. De même, il tentera de restaurer le prestige d'un appareil militaire affaibli et aigri par le retrait du pays du Cèdre (Liban) en rétrécissant en son sein la base communautaire, et en développant avec l'Iran et la Russie des coopérations encore insuffisantes d'un point de vue opérationnel.

À l'image de la gouvernance intérieure, Bachar el-Assad tente à l'international de s'inspirer du pouvoir fort et du positionnement ambigu de son père. Puisant aux racines de la frustration de la perte du Golan et d'une influence régionale en berne, le régime restaure ses alliances avec le Hamas, le Hezbollah et les autorités iraniennes. Cette stratégie de confortation internationale de l'ordre intérieur, dont la Syrie usera et abusera, se heurtera néanmoins bien vite à la stratégie de l'administration Bush au Moyen-Orient, qui rend plus difficile de jouer sur plusieurs tableaux. Illustration de l'ambiguïté syrienne, c'est pourtant à cette époque que les autorités essaient discrètement de renouer le dialogue avec Israël — à partir de 2000.

Sur le plan des alliances, le régime syrien tente de maintenir les équilibres établis en élargissant ses horizons. La rivalité avec l'Arabie Saoudite est compensée par le développement de liens financiers avec le Qatar et les Émirats arabes unis, tandis que la situation irakienne et la coopération larvée avec la Jordanie lui permettent d'accuser ses voisins de certains troubles intérieurs. Enfin, le rapprochement d'ampleur avec une Turquie en plein essor, les liens stratégiques tissés avec la plupart des puissances émergentes (Russie, Chine, Amérique latine, Inde, Afrique du Sud), et le développement de relations économiques bilatérales avec l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, témoignent de l'intelligence du régime à s'inscrire à la fois dans l'évolution du monde et à rendre son isolement plus difficile.

L'échec de la modernisation du régime

Malgré le rejet, par le parti, de son projet d'« économie sociale de marché » inspirée du modèle chinois, Bachar souhaite raviver une économie sinistrée en libéralisant le tissu productif et en privatisant le secteur bancaire et immobilier. Toutefois, ces actions sont menées sans parvenir à libérer le crédit, à restructurer les banques publiques ou à élaborer un cadre réglementaire moderne. Les relations économiques extérieures sont plus subtiles, car l'ouverture au commerce international s'est accélérée au fil de l'isolement politique engagé autour de la crise libanaise. Elle avait abouti à une symbolique importante avec

7. *Ibidem*

la signature d'un accord d'association avec l'Union européenne, paraphé en 2004 mais gelé un an plus tard. Celui-ci laissa place à des accords de libre-échange, moins fertiles sur le plan de la modernisation économique et sociale, avec les puissances émergentes citées, l'Iran et la Turquie. L'économie spéculative et clanique qui en résulte est alimentée par d'importants flux financiers, venant notamment du Golfe et du Liban. Elle consolide le régime en organisant autour d'elle des communautés d'affaires citadines, au prix d'une augmentation de la pauvreté absolue.

Dans la sphère publique, un éphémère « printemps de Damas » a permis d'amorcer, dans les premières années, une libération de la parole et un embryon de société civile impliquée dans les affaires culturelles. Toutefois, cette ouverture s'est heurtée dès 2002 à un régime campant sur ses reflexes hostiles aux libertés publiques et incapable de présenter un projet politique à une population très jeune. La restructuration du secteur industriel public confiée, comme celle du secteur financier, à des experts, s'est heurtée à des problèmes financiers et de coordination avec le secteur privé, ainsi qu'à la vive opposition d'un parti se voyant confisquer ses organismes sectoriels. Ce début de marginalisation du Baas, accentué en région, s'est accompagné d'un repli des appareils militaire et de sécurité sur des bases claniques. La restauration d'un système de contrôle



mutuel dans des services de renseignement de plus en plus autonomes et isolés s'est faite en parallèle d'une séparation des officiers alaouites et des troupes sunnites dans l'armée. Cette réforme militaire a eu notamment pour conséquences de rendre autonomes les troupes d'élite et de corroder la fidélité de troupes surtout rurales dans un contexte de communautarisation rampante ⁸.

Délitement du pacte social et regain communautariste

Les premières mesures économiques hâtives et clientélistes laissent, après quelques années, éclater la réalité des déséquilibres économiques et sociaux ⁹ : part grandissante de la population en dessous du seuil de pauvreté (31 % en 2005),

8. *Ibidem*.

9. Voir à ce sujet PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), *Rapport annuel 2005. Le temps des ambitions hardies : nous pouvons, ensemble, réduire la pauvreté de moitié*, New York : PNUD, 2005.

sous-nutrition de 10 % de la population, exode rural et taux d'urbanisation insoutenable (50 %), désœuvrement des campagnes. La réponse apportée par le plan quinquennal de 2006 ne fut que celle d'une administration bureaucratique de l'économie, caractérisée par des logiques sectorielles négligeant les réalités locales, et par une prédominance des intérêts communautaires et privés particuliers. Ainsi, alors que se poursuivait la privatisation de services publics essentiels, le régime a logiquement accru les tensions territoriales, la part de pauvres dans la population et la fragilisation de la classe moyenne, l'iniquité et les revendications populaires.

Les problèmes de division territoriale et sociale se sont doublés d'une montée des mobilisations communautaires. Prenant acte de la fin d'un idéal laïc, et ayant œuvré à la séparation des groupes ethniques, confessionnels et tribaux, le régime tente depuis longtemps de veiller à la cohésion nationale en usant de discours nationalistes de types panarabe, islamique et syrien. Cette tactique a complété la rhétorique sur les dangers extérieurs, qu'ils prennent la forme d'un spectre irakien, des ingérences des tribus jordaniennes, des visées d'Al Qaïda ou des complots occidentaux. Mais elle ne peut masquer le repli sur les appartenances primaires, dont les réactions sont déterminantes pour la suite des événements actuels.

Ainsi la communauté sunnite, majoritaire, qui a bénéficié d'une

certaine prospérité économique et de l'islamisation de l'espace public, est-elle partagée entre la conservation de ses intérêts économiques et religieux, et la révolte. La bourgeoisie d'affaires des grandes villes est à cet égard un facteur clef. La communauté chrétienne, qui fut elle aussi choyée sur le plan politique et, dans une certaine mesure, militaire, est apeurée par l'environnement de ses coreligionnaires d'Orient et la dégradation de ses conditions de vie. Les tribus et les Druzes ¹⁰ font l'objet d'approches plus strictement clientélistes et sont sans doute moins déterminants de par leur éloignement. Plus importantes sont les communautés kurdes de l'Est mais aussi des banlieues des grandes villes, qui sont prises en tenaille entre une volonté d'expression de leurs revendications territoriales et politiques, et leur instrumentalisation par le pouvoir, notamment vis-à-vis de la Turquie.

À l'international, une puissance isolée mais incontournable

Bachar el-Assad tente, malgré l'échec des tentatives de reprise des pourparlers avec Israël, de reconquérir dans l'ordre régional un statut de puissance puis une capacité de nuisance. L'invasion irakienne et la crise libanaise ouvriront une période d'isolement. Mais le président sait son pays incontournable et en assurera la protection avec de nouvelles alliances très inégales.

10. Population du Proche-Orient professant un islam hétérodoxe, principalement établie dans la partie centrale du Mont-Liban, le sud de la Syrie et le nord d'Israël (NDLR).

D'un statut de puissance régionale à l'isolement diplomatique

La mainmise syrienne solidement établie sur le Liban à la fin de la guerre civile (accords de Taëf, 1989-1990 ; accord de fraternité, 1991) fait suite aux échecs des coopérations nouées tour à tour, depuis les années 1970, avec l'Égypte, l'Irak, l'Arabie Saoudite et les différentes représentations palestiniennes. Elle permet à nouveau à la Syrie de négocier les dossiers régionaux en position de force et en tentant de promouvoir un règlement global que la conférence de Madrid d'octobre 1991 semble consacrer. Mais c'est la faillite ultérieure du processus d'Oslo (1993) qui redonne paradoxalement à la Syrie un statut d'interlocuteur privilégié. En effet, la priorité d'une paix syro-israélienne est alors soutenue par les gouvernements puis l'*establishment* militaires israéliens, ainsi que par les Américains et les Français, jusqu'à l'échec regrettable de la conférence de Genève de mars 2000, achoppant sur les frontières et l'accès au Jourdain ¹¹. La confiance qui fut un temps accordée à la Syrie s'évapore alors.

Avec le retrait israélien du Sud-Liban en 2000, la Syrie perd concomitamment un levier dans la négociation du conflit israélo-palestinien, une possibilité de confrontation et donc de puissance, et une légitimité à sa présence dans le pays du Cèdre.

Le maintien israélien sur les fermes de Cheeba, ainsi que le patronage des factions palestiniennes hostiles aux accords d'Oslo lui permettent toutefois de continuer à maintenir une influence en Palestine. Cette attitude, en contradiction avec les appels à la paix régionale que la Syrie exprime, débouche sur des interventions israéliennes en Syrie (raid sur l'installation nucléaire de Deir ez-Zor et assassinat d'un responsable du Hamas), marquant également la fin de l'immunité tacite que l'Amérique avait octroyée à Damas.

La défiance américaine atteindra son paroxysme autour de la crise irakienne, la Syrie étant classée dans l'« axe du Mal » et faisant l'objet de sanctions (2003) ouvrant des brèches internes au régime. Puis c'est sur la gestion du dossier libanais repris par le Conseil de sécurité des Nations unies que les dysfonctionnements entre les services, les membres du parti et les cercles du pouvoir éclatent au grand jour. La ligne ferme tenue pour des raisons stratégiques et économiques par l'entourage de Bachar el-Assad se heurte, autour des élections présidentielles libanaises de septembre 2004, à la France et aux États-Unis. Ce conflit débouchera sur la résolution 1559 de 2004 et le retrait syrien du Liban en 2005, qui marque un nouvel échec, ravive les frustrations d'un pays isolé et restaure les discours nationalistes du pouvoir, de moins en moins crédibles.

11. Voir DAOUDY Marwa, « Le long chemin de Damas. La Syrie et les négociations de paix avec Israël », *Les Études du CERI (Centre d'études et de recherches internationales)*, n° 119, novembre 2005, 50 p. ; GOLD Dore, SHAPIRA Shimon, HAASS Richard N., INDYK Martin, « Defending the Golan Heights: Letter to the Editor », *Foreign Affairs*, mars-avril 2009 ; et RABINOVICH Itamar, « Israel's Dilemma in Damascus: Jerusalem's View on the Arab Spring », *Foreign Affairs*, 10 avril 2011.

Un isolement contre-productif

Le retrait libanais, le chaos irakien et les pressions internationales dont la Syrie fait l'objet laissent un temps espérer le repli de son État sur son champ national puis sa décrépitude. Mais, paradoxalement, ce positionnement de la communauté internationale contribuera autant à renforcer la capacité de nuisance d'un régime réhabilitant ses liens souterrains avec les pays et groupes honnis qui l'entourent, qu'il lui donnera raison sur sa lecture des épisodes passés. Car, en réaction à la ligne dure du président Bush et à la suite de ses amorces de coopération dans la lutte contre les groupes terroristes d'Irak, la Syrie avait bien mis en garde contre le chaos que la stratégie américaine, conjuguée à l'ostracisme israélien, provoquerait dans la région. En atteste le rapport Baker de 2006¹² appelant solennellement l'administration américaine à modifier sa stratégie en Irak et à insérer ses voisins, dont en premier lieu la Syrie, dans une stratégie régionale.

Ce rapport, négligé par George W. Bush, fera par la suite prendre conscience aux parties prenantes que la Syrie ne peut plus être isolée des affaires moyen-orientales. Le manichéisme américain la classant dans l'axe du Mal aux côtés de l'Iran et du régime irakien renversé, se voit logiquement discrédité par les

catastrophes concrètes qu'il a engendrées chez son voisin, et par le maintien de liens terroristes entre la Syrie et le Hezbollah. Les pressions opérées sur l'Iran et la Syrie, traités maladroitement de façon conjointe à des fins de réaligement stratégique global¹³, ne laissent présager aucune inflexion positive, car les dossiers étaient manifestement trop lourds pour être traités de front, tandis que la Syrie pouvait arguer du fait que les causes de ses méfaits étaient extérieures. La politique de réintégration internationale de la Syrie dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée attestait d'ailleurs des limites de cette lecture et, partant, du caractère incontournable de ce pays pour la paix régionale.

En réalité, le « front du refus¹⁴ » que noue le régime syrien avec l'Iran du président Ahmadinejad, le *leader* du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et celui du Hamas à Damas, Khaled Mechaal, ne permet pas de cacher que la Syrie est, derrière sa propension ancienne à user du double discours et des ambivalences de posture, à la recherche d'une reconnaissance. Cette volonté, qui ressemble à s'y méprendre à celle de la nation iranienne blessée par des humiliations séculaires, est d'abord dirigée vers les États-Unis et trouve son prolongement régional dans ses aspirations à reprendre des négociations avec Israël. En miroir de cette volonté de peser et d'être res-

12. BAKER James, HAMILTON Lee et alii, *The Iraq Study Group Report: The Way Forward — A New Approach*, New York : Vintage Books, 2006.

13. Les termes de la paix avec Israël sont en effet passés, autour des années 2000, d'un échange de la « paix contre le territoire » (du Golan) à la « paix contre un réaligement stratégique syrien », beaucoup plus difficile à atteindre.

14. DONATI Caroline, *op. cit.*

pectée à l'international, c'est aussi durant cette période d'isolement que la Syrie nouera de nouvelles alliances utiles, mais inégales, avec des puissances émergentes n'ayant, pour la plupart, aucune sympathie ou affinité culturelle avec elle.

De nouvelles alliances inégales à l'international

Au bord de la guerre en 1998, la Turquie et la Syrie sont d'étroits alliés depuis les accords d'Adana (1998)¹⁵. La coopération entre les deux pays porte sur les questions de sécurité (question kurde, terrorisme, Irak), de politique étrangère (souci de contenir l'influence iranienne à Bagdad) et d'intégration économique. Jusqu'à la crise actuelle, l'alliance avec la Turquie permettait à la Syrie de gagner du temps sur la question kurde, de mettre à niveau son économie dans la perspective d'un rapprochement économique avec l'Union européenne, et de (re)-conquérir une position entre la Turquie et l'Irak¹⁶.

Toutefois, ceci se fait au prix d'une perte d'influence dans le reste du monde arabe. Et c'est du côté turc

que les bénéfices de la coopération étaient les plus parlants : la querelle envenimée d'Alexandrette¹⁷ était mise en sourdine, la Turquie se voyait ouvrir un marché important et gagnait, surtout, une place essentielle dans les questions stratégiques de la région, au Liban et dans le conflit israélo-palestinien. Ces intérêts, de même qu'une volonté de reconnaissance de son importance régionale, expliquent que la Turquie ait mis du temps à réagir à la crise, ainsi que l'importance des sanctions qu'elle a prises récemment.

Très intenses durant les années 1970, puis réduites à la chute de l'URSS, les relations syro-russes connaîtront un nouvel essor entre 2004 et 2008, à la demande de Damas. La Russie voit, dans ce rapprochement, des intérêts économiques mais surtout politiques et stratégiques¹⁸. D'une part, il permet à une puissance humiliée par la fin de la guerre froide et l'élargissement de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) d'atteindre cette indispensable mer chaude qu'est la Méditerranée, par-delà son glaciais perdu, et de conforter ses frontières méridionales, notamment d'un point

15. Les relations entre la Syrie et la Turquie s'étaient tendues durant les négociations syro-israéliennes, en raison du refus syrien d'extrader un dirigeant du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) du Liban, des questions liées à l'exploitation de l'Euphrate, puis surtout, en 1997, de la conclusion de trois accords israélo-turcs de libre-échange, de coopération militaire et de renseignement impliquant également les États-Unis.

16. Pour plus de détails, voir DONATI Caroline, *op. cit.* et BAUCHARD Denis, *La Syrie au carrefour des risques*, Paris : IFRI (Institut français des relations internationales), Perspectives Moyen-Orient / Maghreb, 2008.

17. Le sandjak d'Alexandrette (Iskenderun en turc) est un territoire situé à l'extrémité est du littoral méditerranéen de la Turquie, à la frontière syrienne, correspondant à peu près à l'actuelle province turque du Hatay. Rattaché à la Turquie en 1939, il demeure un sujet de discorde entre la Turquie et la Syrie, qui considère que cette région lui a été volée (NDLR).

18. Une Russie par ailleurs en plus ou moins bons termes avec Israël, la Turquie, l'Iran et les États-Unis, n'en aura que plus d'influence dans la zone. Voir aussi KREUTZ Andrej, *Syrie : le meilleur atout de la Russie au Moyen-Orient*, Paris : IFRI, Centre Russie / NEI, 2010.

de vue militaire par l'amarrage de navires de guerre à Tartous et Lattaquié. D'autre part, l'établissement de bonnes relations avec un pays arabe indépendant de l'Occident lui offre un levier sur le conflit israélo-palestinien, et un moyen de discréditer les troubles musulmans du Caucase. La Russie affirmera son poids politique lors de la crise libanaise de 2005, période au cours de laquelle elle poussera la Syrie à se reposer sur elle, économiquement et militairement, livrant au pays des armes défensives. Le manque de coopération russe avec les Occidentaux, lors de la crise actuelle, rejoue le scénario de 2005, bien qu'il soit de moins en moins tenable.

Enfin, les liens de la Syrie en Europe concernent essentiellement des partenariats économiques avec l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie, pays ayant tardé à réagir à la crise. La France, déçue par l'échec de sa coopération culturelle et administrative, et par l'Union pour la Méditerranée, exerce une pression d'autant plus importante que la Syrie était jadis sous son mandat.

Vers une sortie de crise ?

La formation récente, à Istanbul, du Conseil national syrien (CNS) et la disparition du colonel Kadhafi ravivent les espoirs d'une chute rapide du régime. Toutefois, la poursuite de la répression et l'inefficacité des réactions diplomatiques doivent malheureusement encore tempérer cet enthousiasme. Com-

ment imaginer néanmoins un scénario de sortie de crise ?

Un risque de pourrissement de la situation intérieure

Les moyens du maintien du régime valident toujours un tel risque de pourrissement. En effet, bien que l'impasse de la répression soit établie, il semble que le noyau dur du pouvoir ne soit pas encore atteint. Malgré les nombreuses défections observées ces dernières semaines, le pouvoir peut encore se reposer sur ses troupes d'élite fidèles. Celles-ci sont déployées et mobiles dans tout le pays, et contiennent encore Damas, la côte alaouite, Homs et Alep, zones déterminantes en raison de leur rôle commercial, politique ou communautaire. Les soulèvements réprimés de Rastan, Homs et Idlib, et de localités au nord du pays, révèlent que l'armée syrienne libre n'est encore guère organisée : bien que variées, les défections demeurent limitées à quelques cadres subalternes¹⁹ ou à de petits groupes effectuant des attaques isolées. De plus, les mouvements de résistance armés positionnés aux frontières turque et libanaise ne disposent pas de financement ni de moyens suffisants de transport, d'armement ou de communication.

Par ailleurs, nous savons que le régime innove depuis quelques mois dans la terreur, en manipulant plus habilement qu'au début de la révolte des groupes de miliciens armés (*chabiha*), chargés de poursuivre arbitrairement et avec

19. À l'exception du colonel el-Assad, sans lien de parenté avec Bachar.

une brutalité inouïe les habitants des villes. Ainsi, malgré ses protestations toujours admirablement pacifiques, la population se heurte encore à un appareil féroce et mobile. Un élément clef de la suite des événements est le risque que le conflit ne bascule en guerre civile, qui peut être craint suite au premier attentat majeur perpétré contre un local de services de renseignement à Damas le 23 décembre 2011. On peut pourtant espérer que ce risque reste contenu. D'une part, les accusations portées par le régime à l'encontre des Frères musulmans, par ailleurs membres du CNS ²⁰, puis d'Al Qaïda, ne semblent pas crédibles. D'autre part, les actes violents commis ces dernières semaines par des opposants, ont été le fait d'anciens soldats ayant probablement réagi en tant que tels. Enfin, la barbarie de la répression et le dénuement matériel de l'opposition, ainsi que son courage, poussent davantage à la retenue qu'à une telle prise de risque.

Du côté des finances, les réserves de change, évaluées en juin dernier à 18 milliards de dollars US, ainsi que le contrôle du crédit, peuvent sans doute encore permettre au régime d'éviter une forte dévaluation et de distribuer des mannes aux *chabiha* ainsi qu'à certains groupes de soutien. Faire tourner la planche à billets est une autre solution, mais ses effets sont ambigus : les rémunérations de soutiens font aussi monter l'inflation.

Les sanctions de la Ligue arabe, enfin, loin de traduire une métamorphose de l'organisation, sont

encore limitées dans leurs effets : elles ne concernent ni l'Irak, ni le Liban, ni bien sûr l'Iran, dont les autorités ont intérêt à soutenir le régime, et ne touchent pas ou guère les banques privées des États du Golfe, ni sans doute les comptes ouverts par des hommes de paille de second rang de par le monde. La crédibilité de la Ligue et de ses membres, qui cherchent avec ou sans Bachar el-Assad la stabilité maximale et bénéficient, pour certains (Arabie Saoudite, Bahreïn, Jordanie, Égypte), d'une protection tacite des États-Unis, est d'ailleurs écornée : les différentes missions d'observation n'ont eu pour l'heure aucun effet et la dernière en date est conduite par un proche du président soudanais el-Béchir.

Une communauté internationale à court d'options

Une communauté internationale à court d'options ne semble pouvoir manier que des sanctions accrues, en veillant à éviter l'embrasement régional. La victoire militaire de l'OTAN en Libye ne semble, en effet, pas de nature à apporter une nouvelle crédibilité à une intervention militaire internationale en Syrie pour plusieurs raisons. D'abord, les voix qui s'élèvent de Syrie en faveur d'une ingérence militaire extérieure sont encore peu nombreuses et contrastent avec la volonté populaire. D'autre part, il n'existe toujours pas de base légale à cette intervention, car la Chine et la Russie bloquent encore le vote d'une résolution militaire au Conseil de sécurité des Na-

20. Ce statut de membre, en plus des répressions dont ils ont fait l'objet dans le passé, ne rend guère utile par les Frères l'organisation d'attentats.

tions unies. Troisièmement, un front militaire en Syrie est, d'un point de vue opérationnel, plus difficilement accessible et périlleux que ce n'était le cas en Libye. Quatrièmement, l'hypothèse d'une intervention turque ne devrait être envisagée par ce pays que dans le cadre d'une résolution internationale et sans doute avec le soutien de l'OTAN, donc des États-Unis. Elle raviverait le problème kurde de Turquie, déjà relancé ces dernières semaines, et augmenterait les tensions du pays avec l'Iran. Enfin, toute intervention risquerait de mettre à feu et à sang le Proche-Orient, dans une période de crispation régionale, en faisant courir des risques de conflit au Liban et en déstabilisant la corne arabique.

La nouvelle approche du monde arabo-musulman promue par l'administration Obama s'est traduite, dans les pays arabes en transition démocratique, par un encouragement verbal à l'opposition, tempéré par la stricte défense des intérêts des États-Unis. Les appels mesurés au départ des autocrates tunisien et égyptien ont été faits à des moments et en des termes choisis. Au Yémen et à Bahreïn, le souci a été de préserver la stabilité du Golfe et de contenir le risque islamiste. En Syrie, il n'est pas dans l'intérêt des États-Unis de déclencher une conflagration risquant de déborder hors des frontières en déstabilisant l'allié jordanien, la retenue difficile de l'État d'Israël, la fragile coalition palestinienne et les communautés kurdes. Les États-Unis poursuivront donc vraisemblablement une prudente combinaison de sanctions et de soutiens aux civils et à l'opposition, d'ici à ce que la perspective d'un second mandat d'Obama se matérialise et permette, éventuellement, une re-

prise de l'agenda israélo-palestinien pour lequel la stabilité est essentielle.

Il paraît également improbable qu'Israël souhaite déclencher une opération militaire l'exposant, au pire, à une réplique militaire et à un accroissement de la menace iranienne, et au mieux, à un éclatement de sa majorité. Cette hypothèse fait écho à celle d'un raid chirurgical de services de sécurité — israéliens ou occidentaux — pour éliminer le président ou son entourage. Toutefois, une telle action ne semble pas conforme à l'image que les puissances occidentales, et en particulier les États-Unis, souhaitent promouvoir dans le pays et la région. Il semble plus net qu'Israël considère que les événements de Syrie fragilisent l'axe syro-iranien, mais craigne aussi toujours les alternatives à Bachar el-Assad.

En dépit de sa récente escalade verbale, puis de sa proposition de résolution strictement politique au Conseil de sécurité, la Russie tire un certain bénéfice du *statu quo*, qui la valorise, n'expose pas ses bases navales et lui permettrait de revenir sur le devant de la scène lors de la reprise des agendas palestinien et iranien. Cette position ambiguë pourrait toutefois atteindre ses limites bientôt, car sa crédibilité de pays se voulant responsable et inséré dans les affaires régionales et mondiales est écornée. Il paraît enfin bien peu probable que la Chine, insensible à la démocratisation arabe ou au sort des Syriens, fasse évoluer sa ligne constante de non-ingérence dans les mois qui viennent, qui lui tient plus à cœur que ses intérêts commerciaux en Syrie. Le mutisme de l'Inde et du Brésil s'explique également par l'importance de leurs

intérêts commerciaux, et une recrudescence isolationniste. Il apparaît en fait qu'au-delà des blocages diplomatiques, aucune puissance ne veuille tenter une intervention militaire faisant courir le risque d'un enlèvement et de conflits associés.

Une politique internationale de sanctions est souvent porteuse d'effets ambigus en raison de leurs impacts différenciés sur les régimes et les populations, et doit toujours être appréhendée dans le cadre propre au pays qu'elle concerne. Dans le cas de la Syrie, il était jusqu'à il y a peu permis de douter de leurs effets. Les sanctions américaines votées en 2003 n'avaient, par exemple, pas été concluantes d'un point de vue économique, même si elles avaient incontestablement accru la pression politique autour de la crise libanaise de 2005 ²¹. À elles seules, les sanctions américaines et européennes récentes représentaient donc un premier pas encore surmontable par le régime. Les sanctions de la Ligue arabe de fin novembre 2011 sont un tournant important sur le plan du financement public, mais peut-être moins que celles prises par la Turquie, qui est un véritable partenaire économique. Toutefois, ces gestes ne lèvent pas encore les hypothèques libanaise et irakienne, qui restent de taille pour la contrebande et l'accès du pouvoir syrien à de l'argent frais. Mais ils ne lèvent pas non plus celles de l'Iran et de la

Russie, pays dont il semble établi qu'ils fournissent encore au régime syrien, pour l'un des miliciens et des armes, et pour l'autre des armes.

Quel rôle pour les puissances souhaitant préparer une sortie de crise ?

La crise syrienne est le dernier événement en date permettant à la Turquie de faire valoir toute son importance dans la région, vis-à-vis tant de ses voisins que de ses partenaires occidentaux. Le temps qu'a mis le pays à réagir sur ce dossier reflète sans doute ce besoin d'affirmation, plus encore que la défense de ses intérêts économiques. Mais il souligne aussi qu'il n'est pas aisé pour la Turquie de faire face à un environnement régional en mutation qui vient profondément et rapidement modifier sa politique étrangère du « zéro problème avec les voisins ». Bien que les difficultés accrues dans l'environnement régional turc (Iran, Kurdistan, Israël) et l'absence de cadre international légitime rendent peu probable une intervention armée, le flux de plusieurs milliers de réfugiés syriens en Turquie, ainsi que le soutien syrien au PKK et au parti de l'Union démocrate kurde, son allié, sont de nature à accentuer les réactions turques. Cette situation explique pourquoi les forces syriennes tentent à tout prix de contrôler les zones frontalières ²².

21. Toutefois, nous pouvons rappeler, bien qu'il s'agisse aujourd'hui d'un autre contexte, que ce pays revenait dans le jeu diplomatique dès 2007. Ce mouvement attestait bien du fait que la Syrie disposait toujours d'une capacité de nuisance forte, et que sa coopération était essentielle à une paix d'ampleur.

22. Voir BADRAN Tony, « How Assad Stayed in Power, and How He'll Try to Keep It: Iran, Russia, Turkey and the Syrian Spring », *Foreign Affairs (Snapshot)*, 1^{er} décembre 2011. URL : <http://www.foreignaffairs.com/articles/136707/tony-badran/how-assad-stayed-in-power%E2%80%9480%94and-how-hell-try-to-keep-it>. Consulté le 3 janvier 2012.

En tout état de cause, la Turquie est amenée à jouer un rôle très important dans l'assistance à un nouveau régime et à son redressement économique.

Les États-Unis se trouvent, dans le cas syrien, dans une situation inconfortable : ne pas réagir est condamnable aux yeux des opinions occidentales ; pousser à une chute rapide et désordonnée du régime, qui impliquerait peut-être des attentats au Liban ou une guerre civile, pourrait être lourd de conséquences pour la stabilité régionale. Contrainte par la fragilité de la coalition palestinienne et par la fébrilité israélienne, ainsi que par la perspective prochaine d'élections, l'administration actuelle ne reprendra vraisemblablement pas le processus de paix avant son éventuelle reconduction, des élections en Cisjordanie, voire un changement de gouvernement en Israël. Dans cette perspective, veiller à la préparation de l'opposition syrienne, en coopérant avec la Turquie, la France et les services européens, est la tactique la plus sage en parallèle d'une gradation des sanctions financières et civiles. Ceci passera par un levier accru, mais difficile, au Liban, dans le Golfe et vis-à-vis de la Russie.

La crainte commune aux pays du Golfe, en raison de l'illégitimité de leur pouvoir, est de subir les contrecoups d'une chute brutale du régime syrien. Elle explique le caractère timide et tardif des réactions exprimées jusqu'aux sanctions récentes de la Ligue arabe. Toutefois, comme nous le rappelions plus haut, ces dernières doivent être nuancées par les dissociations irakienne et libanaise, de même que la crédibilité des missions de la Ligue est sérieu-

sement fragilisée. Il serait néanmoins logique, compte tenu des révoltes d'Afrique du Nord et de la nécessité de fournir des gages de stabilité aux pays du Golfe, que les pays arabes jouent un rôle, fût-il secondaire, dans le relèvement du pays.

En Europe, bien que le Parlement et le Service européen d'action extérieure aient été, durant cette crise, unis pour prendre des sanctions appropriées, le levier des États semble à court terme toujours réduit. Malgré les déclarations françaises, les possibilités d'acheminement d'aide humanitaire restent très restreintes et porteuses d'implications militaires, de même que l'opportunité d'une intervention militaire coordonnée. Toutefois, le soutien politique et financier à l'opposition, que la France peut maintenir et encourager au niveau européen, ainsi que la relance et la coordination à terme de programmes ambitieux d'investissement et d'appui à la reconstruction civile, relèvent du savoir-faire et de la vertu européens, mais devront passer par une coopération avec la Turquie jusqu'ici difficile.

Éviter que l'étau ne se resserre

Le tragique décompte des quelque 6 000 morts auquel nous assistons, toujours impuissants, en Syrie, trouve d'abord ses causes dans la décrépitude d'un régime hérité. Ainsi est-il utile de rappeler ce qui, dans l'évolution des institutions et des modalités de la gouvernance syriennes, permet de comprendre la révolte actuelle. Conjuguant le maintien apparent de ses fondations à une tentative modernisatrice qui l'a

progressivement fragilisé, le régime syrien a effectué une fuite révélant très vite son incompétence et son illégitimité. Les appels à la concorde nationale, dans des discours nationalistes ayant perdu de leur saveur, n'ont pu masquer l'irrésistible montée des injustices et la fragmentation d'identités manipulées.

À l'instar des tentatives de réformes intérieures, la diplomatie syrienne aurait pu également se révéler moderne. Les propositions de paix effectuées assez rapidement par le régime ont laissé espérer la possibilité de parachever les volontés d'Assad père, tout comme la réorientation des alliances a un instant laissé croire que la Syrie devenait un pays émergent d'un Proche-Orient ouvert sur le monde. Mais l'ambivalence maintenue dans l'ordre régional, caractérisée par des signes d'ouverture et un bellicisme souterrain féroce à l'égard de ses voisins, ne lui aura pas permis de laisser une trace pacifique. La courte période de réinsertion sur laquelle elle aurait pu capitaliser s'est heurtée au mur de la révolte. Les alliances

contractées en Chine, en Russie et en Iran, permettent encore au régime d'agir dans l'impunité, dans une fuite en avant dépendant étroitement du maintien de financements privés et d'armements.

Partant, l'hypothèse d'un pourrissement de la situation, malgré les sanctions de la Ligue arabe, de la Turquie, et les déclarations russes, paraît à ce jour toujours valide. Dans ce contexte, où une intervention militaire est toujours inenvisageable, la meilleure stratégie consiste à préparer l'opposition à la relève tout en maintenant une gradation accrue de sanctions financières et civiles, et en mettant fin au commerce d'armement. À cet égard, obtenir une coopération du gouvernement libanais, un arrêt des financements privés du Golfe et la poursuite de rapprochements stratégiques avec la Russie, sont sans doute des objectifs à atteindre pour permettre une chute qui ne soit pas trop brutale du régime, et ses effets induits, et reprendre par la suite un processus de paix dans lequel la Syrie demeure essentielle. ■

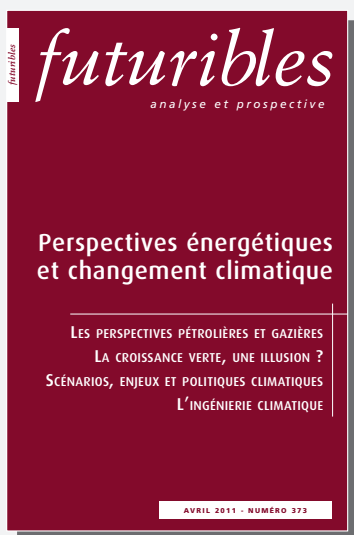
UNE SAGA « MÉDITERRANÉE » DANS *FUTURIBLES*

La revue *Futuribles* a décidé, fin 2010, de consacrer une place plus régulière aux questions méditerranéennes dans ses colonnes, au travers d'une « saga ». Ouverte en décembre 2010, juste avant que ne commence le désormais fameux « printemps arabe », cette saga a pris un peu de retard en raison du changement de contexte politique et social dans la région. Mais elle a été relancée au cours de l'été 2011. Un encadré, en fin de l'article de Yvette Veyret, en page 21 de ce numéro, dresse la liste des articles publiés dans ce cadre, dont fait aussi partie la présente contribution d'Olivier Marty sur la Syrie.

Futuribles

**TOUJOURS EN VENTE : LES NUMÉROS
373 D'AVRIL 2011 ET 376 DE JUILLET-AOÛT 2011**

ÉNERGIE-CLIMAT : QUEL AVENIR ?



N° 373

14 € l'exemplaire (tous pays)

Port inclus dans le prix



N° 376

19 € l'exemplaire (tous pays)

Port inclus dans le prix

**Sommaires détaillés, informations complémentaires sur le site Internet
www.futuribles.com**

ABONNEMENT - COMMANDE

À photocopier et à retourner à Futuribles - 47 rue de Babylone - 75007 Paris - France
Tél 33 (0)1 53 63 37 73 • Fax 33 (0)1 42 22 65 54 • bprivey@futuribles.com • www.futuribles.com

Je commande exemplaire(s) du n°
et exemplaire(s) du n°

Je règle € par :

☐ chèque à l'ordre de Futuribles

☐ carte Visa ☐ American Express

N° Exp.

Cryptogramme figurant sur votre carte

Nom

Société

Adresse

Pays Tél.

E-mail

Date Signature